

trompe, les Antilles Anglaises admettent les marchandises des deux pays aux mêmes conditions. Je crois que le peuple américain a besoin de notre commerce autant que nous avons besoin du leur, et vous ne pouvez pas obtenir un traité entre les deux pays sans accorder des avantages réciproques. Je crois qu'un traité de réciprocité avec le Canada serait avantageux pour les Etats-Unis. Ils auraient un marché de cinq millions d'habitants à leur porte avec une frontière imaginaire de quatre mille milles entre les deux pays, un peuple de même origine, parlant la même langue, pratiquant la même religion, et ayant des tendances de même nature.

Assurément, le commerce avec ces cinq millions d'hommes à leur porte serait plus avantageux qu'un commerce avec un peuple de cinq millions d'âmes séparé d'eux par une voie maritime de mille milles. Le peuple de la Nouvelle-Angleterre a besoin de notre charbon, de notre bois, de notre poisson et de nos produits minéraux, et le peuple de l'Ohio et de New-York a besoin de notre orge, de nos chevaux, de nos agneaux et de tous les articles que nous pouvons avoir à vendre. Ils peuvent les acheter à meilleur marché de nous que de tout autre pays. Nous voulons faire le commerce avec eux, parce qu'il nous est avantageux de leur vendre nos produits, et il leur sera aussi profitable d'acheter de nous; et, d'après moi, c'est une preuve évidente que, si on faisait des représentations convenables au peuple des Etats-Unis, un traité, et un traité favorable pourrait être négocié entre les deux pays. Certains de nos amis prétendent qu'un traité semblable serait déloyal, nous menerait à l'annexion et à la taxe directe. Or, ce sont des questions qu'il nous faut considérer. Quant à moi, je ne crois pas qu'un traité produirait ces résultats. Je ne crois pas même qu'il serait nécessaire d'établir des droits différentiels contre la mère-patrie.

Je crois qu'on peut conclure un traité par lequel le peuple du Canada obtiendra tous les avantages qu'il désire. Naturellement, ce traité devra être à l'avantage des deux pays, accordant à nos voisins les mêmes faveurs qu'à nous, et je ne crois pas qu'il soit déloyal de chercher à faire du bien à notre cher pays. Nous avons tous le même objet en vue. Je suppose que chaque représentant du peuple désire voir le Canada augmenter en prospérité et devenir grand, désire voir se développer ses immenses ressources, augmenter sa population et faire le bonheur de son peuple; et si nous pouvons mieux atteindre ce but louable en négociant un traité avec le pays voisin et en enlevant les barrières qui nous séparent, assurément, nous serions déloyaux envers notre propre patrie et nos meilleurs intérêts en ne cherchant pas à obtenir ce traité.

L'Angleterre a de grands intérêts dans le Canada. L'Angleterre a huit ou neuf millions de piastres placés dans le pays. L'Angleterre veut que le Canada devienne grand et prospère, parce que cela assure des dividendes à ceux qui y ont placé des capitaux, et parce que nous achèterions une plus grande quantité d'articles des manufacturiers anglais. Je crois sincèrement que si notre population doublait en dix ans, ainsi qu'elle le devrait, nous achèterions une bien plus grande quantité de marchandises en Angleterre que nous n'en achetons aujourd'hui. Il pourrait y avoir une diminution temporaire dans nos importations de l'Angleterre, mais, avec le temps, un traité de cette nature tendrait à en augmenter le chiffre en augmentant la prospérité et la population du Canada.

M. CAMPBELL.

Il me semble que, dans cinquante ans d'aujourd'hui, le peuple du Canada regardera en arrière et qu'il s'étonnera de voir quelle espèce de peuple existait dans le pays, en 1892. En effet, que faisons-nous? Nous dépensons des millions de piastres pour faire disparaître les barrières naturelles qui séparent ce pays des Etats-Unis. L'année dernière, le Grand Tronc a dépensé \$3,000,000 dans la construction d'un tunnel sous la rivière Sainte-Claire. Pourquoi l'a-t-il construit? Etait-ce pour le plaisir de le contempler?—Non, mais c'était uniquement dans le but d'augmenter les facilités de transport entre l'est et l'ouest. Puis, que voyons-nous sur la rivière Niagara? Nous voyons que des capitalistes ont placé leurs millions dans la construction de ponts de fer et d'acier qui relient les deux rives de cette magnifique rivière, dans le seul but de faire disparaître les barrières naturelles entre le commerce des deux pays. Et pendant tout le temps, tandis que le peuple du Canada a dépensé des millions de piastres aux fins d'enlever les barrières que la nature a placées sur la route du commerce entre l'ouest et l'est, qu'ont fait notre gouvernement et le Congrès de Washington? Le Congrès de Washington et la chambre des Communes à Ottawa ont cherché à atteindre le but noble et louable de susciter des obstacles plus grands au commerce, s'efforçant d'anéantir l'œuvre dont l'accomplissement a coûté des millions de piastres.

Après avoir dépensé ces millions aux fins d'enlever ces barrières, il me semble qu'il est insensé de travailler à en élever d'autres. Si nous voulons voir des barrières entre nous, nous ferions mieux de détruire les ponts sur la rivière Niagara, de faire sauter le tunnel de la rivière Sainte-Claire, de faire sauter les bateaux qui traversent les convois sur l'autre côté, et de couler bas les goélettes qui font le trafic entre les deux pays. Alors, nous aurons tous les obstacles naturels qui s'opposent au commerce et nous éviterons la peine d'en créer de plus grands pour nous empêcher de trafiquer avec nos voisins.

Mais nos amis nous disent que ce traité serait déloyal et que, en conséquence, il est inadmissible. En premier lieu, M. l'Orateur, vous savez que ce traité, avant de devenir loi, devra être sanctionné par le gouvernement impérial et signé par Sa Majesté la reine Victoria. Assurément, ce fait est une garantie suffisante que les intérêts de l'empire en général et du Canada en particulier n'en seraient pas affectés d'une manière préjudiciable.

Quant à moi, je n'ai aucune sympathie pour ceux qui désirent des relations politiques plus intimes avec les Etats-Unis. Je sais qu'il y a un grand nombre de personnes dans ce pays et dans le parti conservateur, et quelques-unes dans le parti libéral—

M. LANDERKIN: Oh! pas une seule.

M. CAMPBELL: Pas un grand nombre, mais un petit nombre parmi les plus faibles, qui sont en faveur de l'annexion. Pour ma part, je ne crois pas qu'un traité aurait cet effet, parce que toutes les relations que nous désirons avoir avec les Etats-Unis se réduisent au privilège de leur vendre avantageusement nos produits, et d'acheter d'eux aussi avantageusement les articles dont nous avons besoin. Notre forme de gouvernement est meilleure que la leur, et dans mon opinion, c'est la meilleure qui existe.